

Dusan Sidjanski: «Avec les sanctions, nous sommes en train de créer une situation de plus en plus conflictuelle»

Pour Dusan Sidjanski, professeur au Département des sciences politiques de l'Université de Genève, les sanctions prises par les Nations Unies contre la Serbie ne sont pas sans danger. D'une part, elle vont à l'encontre du but recherché, d'autre part, elles ne sont qu'accroître les risques d'élargissement de la crise yougoslave. Interview.

LNQ: Les sanctions internationales ne sont-elles pas la meilleure manière de ramener la paix dans l'ex-Yougoslavie?

Dusan Sidjanski: Non. J'y suis plutôt opposé car, telles qu'elles sont appliquées, les sanctions supposent qu'il n'y a qu'un seul coupable et tous les autres peuvent se laver les mains. Même si, au départ, des responsabilités plus lourdes pèsent sur la Serbie, il y a une coréponsabilité.

Les sanctions peuvent-elles malgré tout être efficaces?

Elles ne le sont pas. La situation est bien différente de celle de l'Irak: les frontières de l'ex-Yougoslavie sont perméables, qu'on le veuille ou non. Mais il y a plus grave, c'est que ces mesures créent une cohésion nationale, réunissant même ceux qui, en Serbie, sont pour la paix et contre le président Milosevic. En fait, on est en train de créer une situation de plus en plus conflictuelle.

Si les Nations Unies renoncent aux sanctions, que doivent-elles faire?

Si on avait une stratégie de paix, il s'agirait de décrétter un embargo complet sur les armes en

Bosnie-Herzégovine en contrôlant strictement les frontières avec la Serbie et avec la Croatie afin d'éviter un surarmement de la région. Ensuite, il faut contrôler les unités paramilitaires et irresponsables qui, à chaque fois, recommencent la guerre en rupture des accords passés. Il faut également assurer un contrôle aérien complet pour éviter le parachutage d'armes et d'hommes. Enfin, on peut commencer un désarmement équilibré des uns et des autres. Un Etat ne peut exister avec trois armées et je ne sais combien de milices.

Comment la communauté internationale peut-elle donner un signe positif à ceux qui, en Serbie, veulent la paix tout en menaçant ceux qui veulent poursuivre la guerre?

C'est l'un des effets néfastes de l'embargo: on va pousser la Serbie, opposants et défenseurs de Milošević réunis, dans une situation sans issue. C'est jouer avec le feu - la Serbie est dotée d'une armée très puissante - et aller à l'encontre du but recherché, la paix. Dans une négociation, il faut toujours réservier aux uns et aux autres une issue avec un gain minimum. J'aurais proposé un soutien beaucoup plus direct aux leaders de la nouvelle Yougoslavie Cotic et Panic, qui se sont prononcés pour la paix. Or avec un embargo plus strict, ces gens-là risquent de se faire éjecter. Cette escalade peut conduire, et c'est beaucoup plus grave, à des réactions qui dépassent la frontière de la Yougoslavie.

PROPOS RECUEILLIS PAR VINCENT VOLET